L'Anarcho-syndicaliste n°84
mars 1969
Union des Anarcho-Syndicalistes

RETOUR À LA NORMALE....

DE MAI A JANVIER:

Ce qu'il est convenu d'appeler une situation normale, c'est la soumission passive de tous à l'Ordre établi.

En premier lieu, à l'ordre bourgeois, dit républicain, que d'aucuns appellent démocratie.

Mais aussi à l'ordre des bureaucraties politiques et syndicales. Car celles-ci ont tremblé autant que les dirigeants gouvernementaux au cours des événements de mai-juin. La crainte des travailleurs de la base et de leur action spontanée, telle est la caractéristique des "fonctionnaires" des organisations qui se disent ouvrières.

Rappelons, encore une fois, ce que fut le mouvement de mai-juin, et pour cela, nous citerons *"L'Usine Nouvelle"* (24-10-68) dont l'étude, ou plutôt le rapport, porte sur l'analyse des faits dans une centaine d'entreprises:

"Deux points paraissent acquis aujourd'hui: à savoir que, d'une part, le contentieux social préexistant ne peut pas expliquer seul le déclenchement de la grève, et que d'autre part les syndicats ouvriers n'ont fait qu'encadrer - avec plus ou moins de. succès - un mouvement jailli de la base.

Quant au rôle joué par les syndicats dans la crise sociale, nombre d'observations concordantes permettraient de penser que, s'il s'est révélé déterminant non seulement pour accélérer le mouvement à partir du 17 au 20 mai, mais aussi pour le canaliser le plus souvent dans des formes traditionnelles, il n'est que second par rapport à un mouvement entraîné par la base, en relation (à Paris surtout) avec le mouvement universitaire, et qui semble bien s'orienter à l'origine dans la voie empruntée par les étudiants.

Dans la plupart de ces entreprises, les jeunes ouvriers, peu nombreux, n'ont pas trouvé de délégués syndicaux pour soutenir leur action, ne sont pas parvenus à faire saisir le sens profond du mouvement et ont rencontré l'incompréhension, souvent l'hostilité des ouvriers adultes et des militants de la C.G.T. qui prétendaient limiter l'action à la défense des revendications de salaires ...Dans un cas, les délégués syndicaux déclarent n'avoir ni provoqué, ni contrôlé ce mouvement.

Pour la plupart d'entre eux, les jeunes ouvriers et employés, comme les étudiants, n'ont fait que commencer à découvrir leur liberté en la vivant".

Cette analyse n'est pas celle de gauchistes: "L'Usine Nouvelle" n'est pas le "22 mars"!

REPRESSION ECONOMIQUE ET POLICIERE:

En ce premier mois de l'année 69, il semble bien que nous en soyons à un point important de la reprise en mains par les deux forces convergentes: "pouvoirs publics et bureaucraties politico-syndicales".

Il est inutile pensons nous d'insiter sur la façon dont le gouvernement a su réduire à néant, ou presque, les avantages matériels accordés sous la pression des grèves de mai-juin. Tous les moyens sont bons pour garantir aux entreprises leurs bénéfices et leur compététivité sur le dos des travailleurs.

Nous n'insisterons donc que sur le côté "répression policière". C'est dans l'Université que subsistaient des foyers d'agitation, donc des possibilités de renouveau de la contestation. Il fallait donc les désamorcer. Telle était la raison de la réforme Edgar Faure.

CHEZ LES ETUDIANTS:

Tout à fait caratéristique est l'exclusion des 34 étudiants par décision rectorale du 1er février.

Si le "ministre-de-l'Université-démocratique" avait été celui qu'il prétend être, il n'aurait pas toléré un tel scandale. Quand, en démocratie, même "libérale", un citoyen a commis un délit, il est jugé après avoir pu présenter sa défense.

Or, dans le cas des exclusions, on peut se rendre compte de ce qu'est réellement la démocratisation de l'université pour les représentants du pouvoir.

L'opération "retour à la normale" est en voie de réussite dans l'Université. Bien sûr, cela n'est possible l'intense propagande qui se développe autour de l'affaire. La radio et la télévision ont le premier rôle. Mais la presse, y compris celle qui se dit d'opposition, pousse aussi à la roue. Concert unanime contre l'esprit contestataire et révolutionnaire des étudiants.

Ainsi, s'est accréditée dans le public, et aussi, chez certains militants, la légende que l'agitation estudiantine n'est le fait que de quelques gauchistes.

De plus, les quelques violences qui ont pu avoir lieu, résultats leplus souvent de provocations, sont soigneusement montées en épingle. Il s'agit de pouvoir dire: *"Voyez à quels trublions nous avons affaire! On ne peut que sanctionner de tels agissements!"*

Enfin, on oppose à l'action des révolutionnaires-qui-cassent-tout-et-ne-contruisent-rien, le bon ordre de la mise en place des Conseils d'Administration des Facultés qui permettront de gérer démocratiquement l'Université...

Or, voici ce qu'on peut lire dans "Le Monde" du 20 février:
"Amiens, le 19 février. Les représentants étudiants du conseil d'administration de la faculté de droit et de sciences économiques d'Amiens ont démissionné de leurs fonctions. Ils en expliquent les raisons dans un communiqué où on peut lire notamment que la faculté ne dispose pas de moyens suffisants à la mise en application des réformes indispensables à l'enseignement supérieur, que se révèle insuffisante la seule volonté, toujours unanime et de nombreuses fois affirmée depuis mai entre les enseignants et les étudiants de la faculté, de résoudre les problèmes de fond, qui n'ont de solutions que dans les décidions échappant à la compétence du conseil paritaire. Ils regrettent que les procédures disciplinaires engagées contre les étudiants au niveau national aient été entreprises sans respect des droits fondamentaux de la défense".

... Ce qui montre que ceux qui ont tenté la "participation" se rendent compte de ce que cela signifie, au moins à Amiens: *"Les problèmes de fond n'ont de solution que dans les décisions échappant au conseil paritaire".*

Pourquoi tant d'insistance à vouloir mettre en place ces structures de participation?

Il s'agit d'une mise en condition: faire croire aux étudiants qu'ils ont un certain pouvoir, faire respecter ce "pouvoir" et de là censurer ceux qui contestent ce pouvoir, collaborer à la répression donc des non-conformistes qui n'acceptent pas cette participation-bidon.

Le fin du fin est donc d'aboutir à l'autorépression, à l'auto-censure.

Face à cette répression, tantôt brutale, tantôt doucereuse, à l'encontre des étudiants, il est symptomatique de voir l'attitude de "l'opposition".

Pour M. Ballanger, du P.C.:
"Les exactions et provocations à partir desquelles ont été prises les mesures rectorales ont été condamnées sans équivoque par les communistes, qui refusent la pseudo-théorie de la provocation-répression et qui luttent, y compris à travers les élections universitaires actuelles, pour un large rassemblement des universitaires et des étudiants en vue du respect de la légalité à l'Université, d'une gestion démocratique, de l'obtention de crédits accrus. Mais si les étudiants n'ont pas à avoir de privilèges par rapport aux autres catégories de la population, ils ne sauraient non plus se voir privés des droits les plus élémentaires, le gouvernement tentant de les discréditer dans leur ensemble aux yeux de l'opinion publique et de faire admettre ainsi l'arbitraire".

Quant à la CGT, elle met en garde les travailleurs contre une manifestation étudiante ("Le Monde") dans le Calvados:
"L'union départementale C.G.T. du Calvados, qui fait savoir dans un communiqué que deux membres du collectif provisoir de l'U.N.E.F. sont venus l'informer d'une prochaine manifestation d'étudiants, met en garde les travailleurs et la population contre cette nouvelle manifestation et demande aux travailleurs de rester vigilants.
D'autre part, la C.G.T. s'élève contre l'incroyable prétention d'en appeler aux travailleurs par delà les organisations syndicales qui ont leur confiance, comme ce fut le cas en janvier. Les éléments troubles, excités ou irresponsables ont, par leurs actes de ces dernières semaines, provoqué spontanément la méfiance des travailleurs. La C.G.T. ne saurait cautionner une manifestation dont elle ne partage pas les objectifs cachés et qui se traduirait par des actes nuisibles aux travailleurs, comme aux étudiants, déclare le communiqué".

Et il n'y a pas que dans le Calvados. Dans le Nord, les étudiants de Lille en grève pour l'abrogation des pouvoirs disciplinaires des recteurs, voulaient organiser une réunion publique; des tracts ayant été plubliés:
"La C.G.T. et la C.G.T.-F.O. ont publié à leur tour des communiqués pour préciser que la réunion ne pouvait avoir lieu à la Bourse du travail. La C.G.T. demande aux travailleurs de ne pas participer à une manifestation organisée

par des irresponsables. Elle ajoute que la salle avait été retenue par la Fédération de l'Education Nationale et non pour des contestataires. Le comité de grève maintient son meeting mais cherche une salle pour le tenir".

Curieuse union de F.O. et de la C.G.T.!

REPRESSION CONTRE LES TRAVAILLEURS:

Au moment où s'amorce la participation syndicale à tous les échelons, de l'entreprise au Sénat économique, le nombre de travailleurs en butte aux sanctions patronale, voire aux mises à pied, augmente constamment.

Dans la région de Toulouse, un ouvrier licencié obtient la condamnation de l'entreprise. Néanmoins, il ne reprendra pas le travail, *"parce que le climat est devenu pour lui impossible à soutenir".* Autrement dit, les patrons et leurs chiens de garde lui rendaient la vie intenable.

Ce fait n'est pas isolé. Des témoignages nombreux qui nous sont parvenus concordent: les directeurs et ingénieurs s'ingénient à trouver les mesures vexatoires pour contraindre les militants qui se sont mis les plus en vue lors des événements de mai à aller voir ailleurs. Et ils y réussissent souvent.

Un autre aspect de cette "pression" (voisine de la répression) à l'encontre des travailleurs, est le non respect par les directions des accords sur la diminution horaire de travail. Ainsi en va-t-il dans les hôpitaux et a la SNCF où le personnel nécessaire n'a pas été recruté.

Pendant ce temps les "Confédérations syndicales" se préparent, au rendez-vous de mars, à discuter avec le gouvernement.

Pour ce qui est de la CGT, on sait quel succès fut la "journée d'action" du 12 février. Et un autre succès est en vue: le ministre des transports ne vient-il pas de déclarer (26 janvier) que la CGT pourrait de nouveau siéger au Conseil d'Administration de la SNCF.

Ainsi, il est clair que "les Grandes Centrales Syndicales" vont continuer à jouer leur jeu, leur parodie de défense des travailleurs. Il y a pourtant un peu de discordance entre CFDT et FO, qui se rapprochent, d'une part, et CGT d'autre part. Cette dernière entend "globaliser" les revendications pour les faire déboucher sur une action politique (au mauvais sens du terme): la lutte contre le pouvoir personnel, la campagne du non au référendum du 27 avril.

Autrement dit la CGT ne veut combattre que sur le terrain où les travailleurs sont sûrs de ne remporter aucun succès: celui des luttes électorales.

C'est bien là le signe du retour "à la normale".

Mais si cela ne surprend absolument pas de la part du PC et de ses organisations satellites, on peut-être quelque peu amusé de trouver la même attitude chez des "révolutionnaires-modèles" dont l'analyse scientifique des événements n'est jamais un défaut.

L'Alliance des Jeunes pour le Socialisme (ex-F.E.R. autrement dit trotzkyste-lambertiste) a tenu une conférence Nationale au cours de laquelle M. Charles Berg a déclaré, nous dit "Le Monde", *"s'opposer à l'aventurisme des C.A.L.":*

"Nous devons montrer par nos propositions à la masse des étudiants que nous sommes la direction capable de mener la jeunesse à la bataille.

La conférence a décidé d'engager le combat pour le non au référendum, qui a pour but d'instaurer un Etat corporatiste consacrant la destruction des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière et de la jeunesse, et de lutter contre la répression".

- Le retour aux parlotes entre gens bien;
- L'organisation de "journées" comme celle du 12 février;
- La répression contre les étudiants et les travailleurs qui n'est condamnée (quand elle l'est) que du bout des lèvres;
- La volonté de transposer la lutte sur le terrain électoraliste d'où rien de positif ne peut sortir;

tous ces faits concordent pour montrer que nous sommes bien près de la "situation normale", c'est-à-dire de celle où le pouvoir et ses alliés de l'opposition vont pouvoir continuer le combat à fleurets mouchetés.

LA SEDUCTION ...

- Fait partie de les rapports humains acuellement.
- En est toujours soitle but, soitlamotivation, soit les deuxà lafois.

CARACTERISTIQUES DE LA SEDUCTION (Pas automatiquement liées):

1- Vouloir toujours paraître au lieu d'être soi-même: Frustration permanente de l'Etre: "J'ai un pouvoir, donc je suis."

2- Négation de toute relation authentique, de toute communication réelle. Les deux partenaires sont toujours retournés sur eux-mêmes.

3- La Séduction, est une Conquête, une prise de pouvoir, Celui qui séduit, conquiert, donc domine. Le silence, est la principale force de séduction. Au contraire, la Communication réelle, supprime le mystère de toute vie individuelle dans un couple ou dans un groupe, empêchant ainsi le danger de transformer celui qui se dissimule mieux que les autres en Leader et Chef.
Cette recherche de la Conquête entraîne une concurrence et une agressivité entre les différents postulants.

4- Chaque partenaire est prisonnier de son rôle: Plaire. L'autre étant là, uniquement pour lui montrer qu'il plaît . C'est le phénomène "Brigitte Bardot".
Il y a ceux qui sont dans l'Etau et ceux qui serrent (également déterminés par l'Etau).

5- La Soumission est simultanée avec une Valorisation de l'Autre. Souvent même apparaît une véritable Auto-Séduction, Auto-soumission qui correspondent à l'Auto-satisfaction de besoins déviés, donc illusoires. (Hors de l'Etau, la Peur de la Liberté et de la Communication nous guette.)

X est complexé (car il n'a jamais pu satisfaire ses besoins biologiques fondamentaux, insatisfactions qu'il a culpabilisées).

Il cherche en Y un personnage pouvant entrer dans le jeu de ses masques, de ses blocages, et de sa carapace psychologique (sans la détruire).

X, très logiquement, fait de Y son séducteur, (comme les Ouvriers qui disent Merci à leurs bons patrons ou à leurs bons délégués Syndicaux).

Mais, si Y arrive à ce que la carapace de X saute complètement, Y ne sera plus "le Séducteur".

Deux Solutions sont alors possibles:

Soit X accepte la remise en cause de sa personnalité, et doit faire ensuite l'effort de reprendre les relations sur de nouvelles bases. (C'est la Révolution Autogérée).

Soit X refuse son auto-destruction temporaire, et frustré que Y refuse d'assumer une fonction de séducteur, il rompt les relations et cherche un autre séducteur (un autre maître) (Cf l'exemple des contestataires qui frustrés que nous refusions de jouer les "Avants-gardes" rejoignent les groupuscules ou en créent de nouveaux).

6- Il arrive souvent qu'il y ait recherche obsessionelle de l'Archétype du Partenaire idéal, (beau, intelligent, fidèle etc.) ce qui entraîne la volonté d'être séduit par cet archétype.
(Processus d'aliénation continue qui s'est retrouvé dans les masses allemandes vis à vis d'Hitler).

7- La Séduction est une Duperie. Chacun porte un masque, grâce auquel on espère conquérir le ou la partenaire espéré(e).
On porte tellement ce ou ces masques, qu'on en arrive à nier en fait toute sa spontanéité en voie de libération.

8- La Séduction est une Absence totale de Rapports réels, car il n'y a aucune communication approfondie.
(Pas de Communication entre Leaders et Moutons.)

Elle entraîne soit:

- une Situation de Sexualité-Consommation, les partenaires ont uniquement Fonction de burette et de Vide-Burette.

- soit une Situation de Domination et d'exploitation pour celui qui se sera le mieux dissimulé derrière son masque, et celui qui aura conquis l'autre.

9- De toute façon, la Séduction empêche l'Orgasme. Le Séducteur ne peut pas s'abandonner à son plaisir et à son amour, car cela nécessiterait qu'il abandonne son masque et sa fonction de séducteur.

Cette insatisfaction a pour conséquence qu'on en arrive plus ou moins consciemment à oublier la recherche de l'Orgasme pour faire de la Séduction le seul but des relations interpersonnelles (c'est-à-dire à en faire des rapports vidés de tout contenu).

CAUSES SOCIALES DE LA SEDUCTION:

Comme nous allons le voir, elles ne sont pas uniquement économiques. Nous pouvons citer entre autres:

- La Société Patriarcale: le Père use de son droit exclusif sur la mère et l'enfant, celle-là vivant dans la crainte continuelle de déplaire au mari, de le mécontenter, cherchera à le séduire d'autant plus qu'il a d'autorité.
- Les Divisions:
  - Elites-Masses; qui séduisent, et donc ont le pouvoir et qui pour l'avoir ou le garder doivent séduire "les Masses" ex : Lénine etc; etc. Mao;
  - Leaders qui séduisent, donc dominent et Moutons qui sont séduits, donc dominés;
  - Travail Intellectuelet Travail manuel: le Travail Intellectuel a d'avantage de prestige; "les Intellectuels" sont appelés à être les futurs Maîtres à penser "dont les Manuels ont besoin".
- Les Rapports d'Inégalité et d'Exploitation: exemple: la femme mariée dépend économiquement du mari. Pour qu'elle soit acceptée, elle doit compenser sa situation de dépendance, donc d'infériorité, par une puissance de Séduction accrue.
- Le Silence, imposé par la Morale, la Religion, ou par le Pouvoir ou par les Avants-Gardes (les Enfants, les Masses, l'Opinion Publique ne doivent pas savoir certaines choses...) entraîne une exploitation par ceux qui savent sur ceux qui ne savent pas.

Or ce Silence se retrouve comme étant une des principales Armes de la Séduction.

ET "DIALECTIQUEMENT", la Séduction a pour principale fonction , celle de "Chien de Garde" du Système.

En effet, elle permet de dissimuler une situation qui s'était par trop rendu intolérable par son caractère de domination et d'exploitation. Donc, elle permet, dans un deuxième temps de préserver les structures Sociales existantes.

=> Pas de Luttes privilégiées.
=> Pas de Révolution sectorielle.
=> Attaquons le Système sous tous ses angles.

HALTE A LA SEDUCTION:

Une Révolution Sociale sans Révolution sexuelle ne saurait être Radicale.
L'Amour, la Création et la Connaissance sont les véritables sources de notre vie. Aussi devraient-ils la gouverner.

A BORDEAUX...

La semaine dernière une Manifestation des Chantiers Navals de la Gironde (350 licenciements) encadrée par la CGT a été presque totalement débordée par les Etudiants (Anars et “Lutte Ouvrière") et par les jeunes ouvriers. Mais la situation est restée finalement entre les mains des flics et de la CGT.

Vendredi dernier, manif pour CESTAS: rassemblement devant le Palais de Justice, les CRS sont intervenus, sans heurts; défilé rythmé ensuite dans toute la ville aux cris de "A Sochaux et à Cestas les mêmes flics; "Justice-Armée-Répression" (en l'honneur des Objecteurs, ex-Grévistes de la faim; “Etat-Gestapo", "Ils ont tué à Cestas".

Les Elections, dans les Facs: échec partout pour le Pouvoir, mais les Abstentions ne sont pas toutes venues d'éléments "révolutionnaires."

DEUXIÈME RENCONTRE DES SYNDICALISTES LIBERTAIRES *(Paris 22 et 23 février):*

Constatons d'abord une affluence plus réduite qu'au début décembre. Avec cependant une même proportion de jeunes: 1/3 environ.

Un très long débat sur la forme et le contenu d'une brochure à paraître a permis l'examen de tous les problèmes syndicaux d'actualité. Cet examen n'a fait surgir aucun désaccord sur les principes fondamentaux d'un syndicalisme authentiquement révolutionnaire, c'est-à-dire libertaire, sur l'évolution des syndicats officiels sur celle du patronat, sur les problèmes de l'intégration ou de la participation, de l'emploi, de l'unité syndicale, de l'autogestion ouvrière, de l'internationalisation des luttes.

Certains d'entre nous ont souligné:

1- Que l'intégration croissante à l'Etat des Syndicats réformistes donc bureaucratisés, n'est que la suite logique des pratiques syndicales réformistes: paritarisme illusoire, négociation à tout prix avec l'adversaire, mouvements de grèves limités, corporatistes, contrôlés, inefficaces; que le bureaucratisme réformiste des centrales actuelles ne peut se survivre qu'en saisissant la perche intégrationniste tendue par le patronat, ce dernier épaulant un syndicalisme de collaboration de classes dont il s'aperçoit qu'il n'a plus rien à craindre; le dernier accord sur l'emploi (et combien d'autres) illustrant ces affirmations.

2- Que si l'unité syndicale résulte d'un accord au sommet Bergeron-Descamps, puis Frachon et les mêmes, ce ne pourra être qu'une unité sans contenu révolutionnaire et sans modification des structures syndicales bureaucratiques; la véritable unité devant se faire par la base totale, tous travailleurs unis, décidant eux-mêmes de leurs actions, de leurs buts et des formes organisationnelles les plus efficaces.

Mais, à côté de ces discussions indispensables, les informations apportées par les militants, notamment celles en provenance des Comités d'action où luttent de nombreux jeunes posent le problème des liaisons nécessaires et déjà sont entrevues des rencontres hors Paris.

Ajoutons enfin que ces rencontres syndicalistes, pour s'insérer dans le mouvement actuel de la lutte de classes, doivent avoir des liaisons croissantes et permanentes avec les jeunes libertaires du mouvement étudiant et ces Comités d'Action étudiants-ouvriers.

Il y a sans doute des camarades qui désireraient établir des liaisons entre militants libertaires ouvriers. *L'Anarcho-Syndicaliste* peut jouer le rôle de lien entre ces camarades. (Une telle liaison est en passe de devenir réalité dans la région lyonnaise). Que ceux qui voudraient tenter de tels regroupements régionnux nous écrivent, nous essaierons de les mettre en relation avec les autres militants que nous connaissons dans la région.

BILAN APPROXIMATIF DE LA REPRESSION DEPUIS 2 MOIS ET DEMI:

- saisie illégale d'ACTION qui a entraîné pour le journal des difficultés financières dont il a beaucoup de mal à se remettre;
- affaire Maubert (2 décembre);
- saccage du local SNESup par Occident;
- condamnation des Bordelais;
- garde-à-vue prolongée et non motivée de Régine Martinez (10 jours);
- pleins pouvoirs donnés aux Recteurs pour prendre des sanctions contre tout contestataire (14 décembre);
- répression au Lycée Chaptal à la suite de la décision des CAL de projeter des films sur les événement de mai-juin (14 décembre);
- arrestations d'étudiants à l'Ecole Supérieure du Journalisme parce qu'ils avaient protesté contre la non-application des réformes élaborées en mai-juin;
- intervention de la police dans la faculté de Toulouse par suite d'une occupation des locaux administratifs (17 décembre);

- contrôle des cartes d'étudiant par la police à Nanterre (17-19 déc.);
- retrait de la carte d'étudiant à 3 étudiants de la Fac.de droit de Toulouse pour distribution de tracts;
- interdication de la pièce de Gatti (20 décembre);
- 12 interpellations pour "reconstitution de ligue dissoute" (19 déc.);
- expulsion de Claude AMEY après 65 heures de détention "administrative" (15 déc);
- poursuite systématique des diffuseurs d'ACTION et de l'ERAGE;
- dispersion par la police d'une manifestation de lycéens à Bordeaux (11 jan.) 7 arrestations;
- mutation (ou renvoi?) d'un professeur ayant proposé à ses élèves comme sujet de dissertation "Le mur" de Sartre;
- intervention de la police au lycée Michelet pour empêcher une projection de films sur mai-juin, 40 lycéens conduits à Beaujon, 4 blessés (23 janvier);
- interpellations, matraquages, etc, et plusieurs dizaines de blessés au Quartier Latin (25 Janvier);
- 220 étudiants gardés à vue à Beaujon pour avoir manifesté à Vincennes, 143 interpellations à la suite des incidents du Rectorat (avec bien entendu matraquages);
- barrage de CRS au lycée Saint Louis où on devait projeter un film sur mai;
- au théâtre de Caen, interdiction par le maire des "applaudissements intempestifs" et des coups de sifflet (25 janvier);
- un député UDR déclare *"Je souhaite une répression vigoureuse"* (SANGUINETTI, 27 janvier);
- état d'urgence proclamé en Espagne (25 janvier);
- répression (la plupart du temps avec blessés et même morts) de manifestants aux Etats-Unis, en Espagne, au Pakistan, au Japon, etc. (et ce ne sont que les informations du Monde...);
- un médecin blessé chez lui parce qu'il protestait contre des ratonnades (25 jan);
- interpellations, matraquages, 3 arrestations de manifestants lors du procès d'Angers (22 janvier);
- 34 étudiants exclus de l'Université pour avoir participé à l'occupation du Rectorat (exclusion illégale, rendue possible par les "pleins pouvoirs" donnés aux Recteurs);
- matraquages à Nanterre par les "huissiers de rectorat", 10 étudiants blessés, 21 étudiants interpellés, 7gardes-à-vue (1er fév);
- résiliation arbitraire d'au moins 11 sursis, (qui ont reçu leur feuille de route pour le 13 février);
- 7 étudiants détenus arbitrairement à Fresnes, le dernier n'en sortira que le 10 février (Max Guggenheim);
- 42 élèves exclus de l'Ecole de Marine Marchande du Havre pour avoir fait la grève (6 février);
- barrages sur les routes et voies ferrées conduisant à Angers le jour du jugement. Intervention de la police contre environ 150 manifestants qui distribuaient des tracts, interpellations et matraquages, au moins une blessée (6 février);
- visite "amicale" de Debré au gouvernement espagnol, la presse madrilène affirme que *"rien ne sépare l'Espagne de la France"* (7 février);
- déclaration du Ministère de l'Intérieur selon laquelle 215 étrangers seulement ont été expulsés entre mai et novembre (9 février);
- quadrillage permanent du quartier latin par la police et contrôles systématiques sur les voies menant, à Nanterre
- répression patronale à l'encontre des militants ouvriers;
- à Reims, matraquage de lycéens qui revendiquaient un règlement intérieur moins policier, suppression de bourses, garde-à-vues pour distribution de tracts, etc...

LETTRE À LA DIRECTION DE LA C.G.T.

Chers Camarades,

Les ouvriers de l'usine *"Les Marbres Français"* de Glaudieu font leurs les revendications des Jeunes de Renault (Boulogne Billancourt):
- Minimum 100.000 anciens francs par mois.
- Pas d'augmentations en pourcentage qui favorisent la féodalité des salaires.

Il est scandaleux que la hiérarchie des salaires aille de 1 à 200:
- 6% pour le Smigard à 60.000 = 3.600 F
- 6% pour le cadre à 10.000.000 = 600.000 F

La Charte d'Amiens prévoyait la fin du patronat et du salariat Les hausses en pourcentage sont profondément injustes, antidémocratiques et font une mentalité anti-unitaire.

Sur quinze millions de salariés il y a environ 3 millions de syndiqués: Pourquoi ?

Bien cordialement.

EN ITALIE LA BASE PASSE À L’ACTION ...

... Depuis trois semaines, les 4.000 ouvriers des filatures Marzotto, à Valdagno, soutenues par les lycéens et les étudiants, occupent leur fabrique. Principale revendication: la réduction des cadences et le contrôle ouvrier sur l'organisation des ateliers. Chez Pirelli (pneumatiques), les milliers d'ouvriers de l'usine de Turin, incapables d'imposer cette même revendication par la grève, ont réussi ce tour de force: ils ont eux-mêmes, en assemblée libre, déterminé des cadences de travail acceptables, puis réorganisant de fond en comble l'immense usine, l'ont fait marcher conformément à leurs propres critères, tout seuls, sans le concours des cadres ... et de la maîtrise. Ils ont gagné.

Chez Fiat et dans beaucoup d'autres usines de la métallurgie, le contrôle ouvrier sur les cadences, sur la vitesse d'avancement des chaînes et sur les conditions de travail a été imposé de haute lutte. Toute tentative patronale pour rétablir l'autorité de la direction est accueillie par une grève. On ne reprendra plus aux travailleurs italiens les augmentations de salaires en intensifiant le travail et en réduisant les effectifs.

Mieux encore: chez "Indesit", l'un des géants de l'électro-ménager, les ouvriers, faute du pouvoir de contrôle de leurs comités de base, ont éliminé la bureaucratie syndicale. Fini les permanents parachutés et inamovibles. C'est l'assemblée ouvrière souveraine qui désigne ses délégués révocables, choisis sur une liste unique, dressée par la base. Et c'est là la formule que tentera de généraliser le prochain congrès des métallos de la C.G.I.L. Ils appellent cela leur "révolution culturelle".

"Révolution culturelle" qui a gagné le monde catholique avec une rapidité imprévue. Au congrès de la C.I.S.L. (équivalent de la C.F.D.T.) le chef du syndicat, Storti, était accueilli aux cris de "Hô Chi Minh" et de "A bas la bureaucratie syndicale". La rupture de la C.I.S.L. avec le parti démo-chrétien est pratiquement consommée. Même évolution dans les A.C.L.I., la puissancte association des ouvriers chrétiens, et dans le mouvement du *dissens* ("désaccord") qui dresse les fidèles contre la coalition de centre-gauche. Le mot "révolution" n'y fait pas peur, ni celui de "communisme"...

(Extrait du Nouvel Observateur)

ABONNEMENTS:

Guy RAYNAL 12 rue Béchade 79 CHEF-BOUTONNE

C.C.P. 2094 49 BORDEAUX

ABONNEMENT: 6.00 F. les 10 numéros

ABONNEMENTDE SOUTIEN: 10.00 F.

Le Directeur-Gérant: Jacques METIVIER St Léger-lès-Melle 79 - MELLE.

L'Anarcho-syndicaliste n°160
octobre 2011
Union des Anarcho-Syndicalistes

DE L'USAGE DE LA DÉMOCRATIE AU PROCESSUS TOTALITAIRE ...

«J'ai vu de la lumière, des urnes et, hop je suis rentré voter et, je suis reparti».

Petit conte d'octobre, c'est pas la révolution, non mais partout à travers le pays on salut le «renouveau» de la démocratie !!! Le bon peuple peut enfin faire entendre sa voix! Et oui, c'est toujours ainsi. Il suffit de demander aux «gen » de passer par l'ume, pour que le mot «démocratie» soit scandé par les analystes politiques, les journalistes, les responsables politiques et le bon populo que l'on interview. Sous couvert de bonnes intentions on prépare le pire, c'est-à-dire l'inverse du processus démocratique: le processus totalitaire.

Car s'il suffisait de mettre une enveloppe dans une urne, alors 95% des Etats seraient démocratiques; en Chine, à Cuba, sous Staline en Russie, aujourd'hui dans les pays du Maghreb, d'Afrique noire, etc. on appelle également les citoyens à voter avec, certes, des modulations importantes dans le droit de vote.

Est-ce à dire que ces pays sont des pays démocratiques? Et bien, non, le geste de déposer un bulletin n'est pas le garant de liberté politique, de liberté syndicale ...

Les primaires socialistes, présentées comme une grande avancée, une nouvelle ère politique vers plus de libertés, vers plus d'écoute des citoyens, ne sont en fait que la version politique de la loi sur la représentativité syndicale, loi liberticide et totalitaire voulue par la CGT, la CFDT, la CGC, le Medef et le gouvernement de Monsieur SARKOZY. Bien sûr, il y a quelques variantes, ce n'est pas encore une loi qui oblige les partis à effectuer des procédures primaires avec des seuils minimums de participation: pas encore, mais déjà ce lundi matin, le responsable du PS sur le Finistère espère que cette pratique soit étendue. Le mot obligatoire n'a pas été prononcé, mais on sentait bien l'envie de mettre en place ce dispositif qui de fait et, «naturellement» éliminerait les petits partis de droite, de gauche et du milieu.

Les primaires voulues par le PS ont pour caractéristiques essentielles de faire désigner le candidat d'un parti par des citoyens qui ne sont pas adhérents de ce parti comme pour la loi sur la représentativité où les salariés non adhérents d'un syndicat votent pour des représentants du personnel mais opèrent également, par ce vote, une sélection des salariés qui pourront être désignés par leur syndicat en qualité de délégué syndical.

Le choix du délégué syndical est donc lié au vote des non-adhérents, voire même interdit si le double seuil des 10% n'est pas dépassé.

La logique de ces élections primaires, qui aura pour conséquence si elle est étendue voire imposée, est de réduire le nombre de partis politiques, les deux partis politiques restant en lice étant les deux faces d'une même médaille. Le système néolibéral sera donc bien protégé par son parti de «droite» et son parti de «gauche» comme cela se passe aux Etats-Unis.

Qui se souvient qu'un certain François MITTERRAND avait qualifié de coup d'état permanent l'élection directe au suffrage universel du Président de la République voulue par le Général De Gaulle, pour ensuite, s'en satisfaire? La logique de cette élection portait déjà en germe l'élimination des partis politiques au bénéfice de l'homme (ou la femme) providentiel.

Petit à petit, la logique totalitaire s'installe doucement sans faire de bruit...

Une raison de plus pour nous, militants syndicalistes libres et indépendants, militants anarcho-syndicalistes, de nous organiser et faire entendre notre voix par la rue, la grève. Car il n'y a rien de bon à attendre des urnes et la nécessité de rétablissement d'un rapport de force puissant est aujourd'hui comme hier la seule vraie solution pour la classe ouvrière.

Marc HEBERT

ABROGER LA LOI DU 4 JANVIER 1973, EN FRANCE ABROGER LE TRAITÉ DE MAASTRICHT...

La troïka AUBRY, HOLLANDE, MONTEBOURG, s'est ingéniée à se surpasser pour nous expliquer comment ils envisagent de rembourser «la dette».

Mais de quelle dette parlons-nous? Il est bien entendu que la seule véritable dette contractée par l'Etat français est celle à l'égard du régime général de la Sécurité sociale, de l'assurance chômage et de la retraite.

Curieusement, la propagande d'Etat avec son cortège d'experts - troïka comprise - garde sous silence cette énorme dette qui est seule responsable de la détérioration des soins, des indemnités chômage et des retraites, dans notre pays.

Par contre, en ce qui concerne la dette produite par la dictature de droit régalien et du dollar - expression de la domination de l'impérialisme des USA - il faut bien constater que tout ce beau monde de droite, de gauche et du centre, avec les syndicats subsidiaires CGT et CFDT, nous rebattent les oreilles avec la défense du système capitaliste au plan international, en proposant les «solutions» pour l'améliorer (le «réguler», comme ils disent).

C'est ainsi que la troïka propose une «gouvernance» renforcée de l'Union Européenne, au détriment des droits des Etats-nations, pour mieux appliquer le remède à ce système monstrueux qui déplace, délocalise, licencie des millions de travailleurs et dont le seul objectif est d'aligner les conditions de travail et les salaires du Canada à l'Indonésie, en passant par l'UE, l'Inde et la Chine.

Rappelons que, déjà, Jacques DELORS puis Manuel BARROSO ont essayé, il y a une vingtaine d'années, d'imposer, en France, la législation des pays des ressortissants de l'UE, comme celle, par exemple, du Portugal pour les emplois de service en France.

C'est pour cette raison que, depuis janvier 1973, le gouvernement français a répondu présent au diktat de l'impérialisme américain de rembourser le plan Marshall à son profit. En empruntant exclusivement auprès des banques privées, le gouvernement a engendré un processus qui a abouti à ce monstre qu'ils appellent «la dette».

Car s'il n'y avait pas emprunt auprès des banques privées, il n'y aurait pas «dette»!

Cette politique a été suivie par l'UE également avec son aboutissement maastrichien. Par exemple, pour la deuxième fois depuis 2008, l'UE remplit les caisses des banques privées, seules bénéficiaires des emprunts des Etats et, par là-même, de leurs dettes dites «souveraines». Ces mêmes banques déversent à leurs actionnaires 40% de leurs profits: c'est la spéculation usurière du néolibéralisme.

Polluer les mots pour imposer de plus en plus de productivité...

- La dette, définition du Larousse: «somme d'argent que l'on doit à quelqu'un à qui on l'a empruntée». Une question s'impose: à qui doit-on rembourser... la dette?
- A la place d'allocataire, on nous dit «client»...
- Au lieu de négociation, on nous parle de «dialogue social» ou de «concertation»...
- Au lieu de la lutte des classes, on nous prône la «participation dans l'entreprise» au nom du «bien commun»...etc.

Pour combattre aujourd'hui, il faut se réapproprier les mots parce qu'ils correspondent aux réalités qu'affronte la classe ouvrière.

Les militants du mouvement ouvrier, partout où ils sont, doivent, avec les travailleurs, élaborer les cahiers de revendications, renverser la tendance qui dure depuis plus de 30 ans - quand les exigences du patronat mettent en cause les acquis de la classe ouvrière - , provoquer le coup d'arrêt aux revendications patronales, des négociations dans les entreprises, dans les usines, dans la fonction publique, pour l'augmentation prioritaire des salaires et, par là-même, celle du salaire différé, c'est-à-dire la part payée par le salarié et la part payée par le patron.

Ces cahiers de revendications et la mobilisation de la classe ouvrière permettront de donner un sens et une conscience lors des révoltes salutaires et inévitables qui se propagent, aujourd'hui partout en Europe, et qui doivent balayer les bureaucrates syndicaux et la troïka de gauche comme de droite.

Il n'y a que ce mouvement là qui puisse permettre, par la lutte des classes, l'abrogation de la loi du 4 janvier 1973 et du traité de Maastricht, et de poser, d'une manière concrète, la nécessité de s'inspirer de la première Internationale ouvrière pour se doter des moyens de mettre le système capitaliste hors d'état de nuire.

Bertrand KANBAN

SORTONS DE LA C.E.S. ! ...

La revue «Chronique internationale de l'IRES» (Institut de recherches économiques et sociales- n°131 de juillet 2011) consacre un long article à l'Europe intitulé *«Le Congrès d'Athènes de la CES: à la recherche d'une stratégie de défense du modèle social européen»* signé par Udo Rehfeldt.

On y apprend notamment, page 7, que:

«Pour ce qui concerne la France, on peut remarquer que Force ouvrière, qui était habituellement un grand amendeur, a adopté une tactique inverse à Athènes, ne présentant aucun amendement, se contentant de soutenir deux amendements présentés de façon unitaire par l'ensemble des cinq organisations françaises affiliées».

Et que: *«Un document programmatique central pour les quatre prochaines années, appelé «Le Manifeste d'Athènes», avait été préparé par le secrétariat et a été voté par le congrès sans possibilité d'amendement».*

Ainsi, à Athènes, nos représentants ont réalisé la totalité du travail subsidiaire dans le cadre du syndicat unique européen.

Désormais, il appartient à la confédération CGT-Force Ouvrière d'empêcher les tentations en sortant de la CES.

DANS L'AIR DU TEMPS : LES EXPERTS !...

«FO lance Forum, sa revue théorique» Extraits de Force ouvrière- hebdo n°3002 -12 octobre 2011.

VOIE À SUIVRE...

Après la résolution du CCN de la CGT-FO, réuni à Paris, les 13 et 14 octobre 2011, qui, d'emblée, *«s'inscrit dans l'ensemble des revendications des résolutions du XXIIème congrès confédéral à Montpellier (14 au 18 février 2011) qu'il reprend et défend»*, rappelons expressément celles concernant les retraites:
«Le congrès s'inscrit dans une démarche volontariste de reconquête sociale qui passe par le retour du droit à la retraite à 60 ans à taux plein et dans la perspective du retour aux 37,5 ans de cotisation en créant le rapport de force lorsque les conditions seront réunies» - (extrait de la résolution protection sociale).

Et, aujourd'hui, à la lumière de la déclaration du premier ministre FILLON qui avoue publiquement que la mise en cause de la retraite n'est pas un problème de génération mais un problème de «dette»...

TRIBUNE LIBRE

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Le 1er octobre s'est tenu à Paris un meeting internationaliste à l'appel du *Parti Ouvrier Indépendant.* Force est de constater que ce fut une réussite en terme de mobilisation et de la variété des intervenants venus de Grèce, du Portugal, d'Espagne, de Grande-Bretagne, d'Allemagne ou de France. Voici quelques extraits significatifs des interventions.

Hélène Zografaké-Telemé, *membre de la commission exécutive de OLME, syndicat des enseignants du secondaire - Grèce:*

Le gouvernement et la troïka, en utilisant le spectre de la faillite, obligent la société à accepter le pillage fiscal, la liquidation des services, des infrastructures, de la richesse naturelle du pays, tout ce qui constitue le bien public et le droit social. Pour que, prétendument, soient payés les salaires et les retraites - qu'ils réduisent sans cesse - ils désignent les fonctionnaires comme la cause de la crise. Elles sont quotidiennes les déclarations calomnieuses des ministres contre les fonctionnaires. Au

même moment, et tandis que le chômage atteint un niveau sans précédent, le Premier ministre ne promet qu'un emploi pour chaque famille. La procédure de chômage technique (appelée «mise en réserve») et les licenciements dans le public, le travail au noir et non payé, la dévastation dans les PME, les exactions continuelles provoquent le choc et la peur.

***Alex Gordon,** président national de l'organisation syndicale des cheminots, ouvriers des transports maritimes et des transports (RMT) -Grande-Bretagne:*

Cela signifie mettre en échec la nouvelle offensive de l'eurodictature du pacte de stabilité et rejeter le «marché libre» néolibéral de l'Union européenne. L'Union Européenne n'est pas nécessaire. Pour le mouvement syndical et la classe ouvrière, l'alternative immédiate doit être de revendiquer le retrait de ce chaos libéral, de sortir de l'emprise des financiers et des banquiers, de refuser de les renflouer et de refuser absolument la politique de rigueur commune de l'Union européenne. Chers camarades, en anglais on dit: «The darkest hour is just before the daw »; en français: «L'heure la plus sombre se trouve juste avant le lever du soleil».

***Patrick Hébert,** militant syndicaliste - France :*

Combattre contre la classe ennemie, ce n'est déjà pas facile, mais, comme si cela n'était pas suffisant, la classe ouvrière se trouve confrontée à des obstacles dans ses propres rangs. Aujourd'hui en Europe, la Confédération européenne des syndicats (CES) accompagne totalement, comme l'a expliqué le camarade allemand, la politique de l'Union européenne. On a vu en Italie, comme en Espagne, comment les organisations syndicales ont signé avec le gouvernement et le patronat des pactes sociaux. En France, cela prend une forme un peu plus subtile mais, entre nous, cela ne trompe personne. Les organisations qui ont signé le communiqué honteux du 18 août se couchent Les dirigeants qui ont accepté cela acceptent d'accompagner la politique décidée par la troïka, par l'Union européenne et par le gouvernement en France, quelles que soient les simagrées qu'ils nous proposent aujourd'hui.

*Message de **Donna Dewitt** (à titre personnel), présidente de l'AFL-CIO de Caroline du Sud, membre du groupe de coordination de la coalition Emergency Labor Network - Etats-Unis :*

L'immense majorité des Américains s'oppose à ces coupes qui ne sont absolument pas justifiées si on tient compte du fait qu'il y a beaucoup d'argent disponible pour financer ces programmes provenant d'autres sources, y compris si on met fin aux guerres contre l'Irak et l'Afghanistan, et si on rapatrie immédiatement l'argent de la guerre, si on fait payer aux grandes entreprises et aux riches leur juste part, si on s'attaque aux niches fiscales, si on met fin aux exonérations instaurées par Bush dont bénéficient les millionnaires et les milliardaires, si on fait sauter le plafonnement du programme Social Security et si on met en œuvre d'autres moyens qui ne s'attaquent pas aux moyens et bas salaires.

***Daniel Gluckstein,** secrétaire national du P.O.I. - France:*

La «dette» en France, comme en Grèce, comme dans tous les autres pays, n'est rien d'autre qu'une arme pour piller les richesses des nations, les disloquer, une amie entre les mains d'un capitalisme décomposé. Aider le peuple grec dans son combat contre les plans meurtriers, ce n'est pas seulement l'aider à chasser là-bas la troïka et ses représentants, c'est aider la classe ouvrière dans notre pays à combattre les plans meurtriers qui la menacent, à chasser ceux qui organisent ces plans de misère. Oui, c'est chasser ce gouvernement, sa politique, avec l'euro, l'Union européenne, la BCE et le FMI.

Paul Paternoga, responsable IG Metall, président du conseil d'entreprise de Humboldt-Wedag, membre de la direction régionale de la commission ouvrière (Afa) du SPD de Rhénanie-du-Nord-Wesphalie - Allemagne:

Il faut en finir avec la subvention des riches, en finir avec la troïka, l'Union européenne, la Banque centrale. Il faut la rupture avec l'Union européenne et ses institutions, et sur cette voie là, je suis persuadé que nos pays pourront se sortir de la crise. Mais cela nécessite que les organisations de la classe ouvrière, et d'abord les syndicats, dans notre pays et dans tous les pays, prennent leurs responsabilités et s'engagent à défendre le mandat qui leur a été donné. Ce mandat est très clair: ne défendez que nos intérêts, ceux de la classe ouvrière. C'est dans ce but que nous sommes réunis aujourd'hui et nous allons poursuivre ce combat.

*Message de **Sami Tahri,** secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire de l'UGTT - Tunisie:*

Nous avons ouvert pour tous les peuples arabes et bien plus, pour les peuples du monde entier, une nouvelle marche de la révolution, après une période de reflux, alors que les capitalistes célébraient la fin de l'histoire et la fin des idéologies. Nous ne prétendons pas avoir changé les moyens de production et leurs forces, mais nous avons ouvert la porte à un nouveau modèle qui s'inspire d'une vraie révolution.

Le constat est unanime, les peuples du monde entier subissent la dictature du capitalisme financier, de ce système qui, pour survivre à ses propres contradictions, est prêt à sacrifier la classe ouvrière et au-delà, les bases mêmes de la civilisation.

Partout, s'imposent les mêmes mesures imposées par le FMI, la Banque mondiale et la Commission européenne: politique de rigueur, coupes sombres dans les budgets sociaux, privatisations, licenciements...

Nous remarquons que certains dénoncent fort justement, la compromission d'une partie de la bureaucratie syndicale. Fort bien. Effectivement, un certain nombre d'apparatchiks tentent de faire avaler à la classe ouvrière la potion amère de l'union sacrée. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres.

Pourquoi dans ces conditions ne pas aller jusqu'au bout du raisonnement ? Pourquoi ne pas condamner clairement le «syndicalisme rassemblé», «le mythe fasciste de l'unité»? Pourquoi ne pas dire clairement que le syndicalisme libre et indépendant dont la classe ouvrière internationale a plus que jamais besoin doit impérativement rompre avec la Confédération Européenne des Syndicats qui n'est rien d'autre que le cheval de Troie de la Commission européenne au sein du mouvement ouvrier?

Pour notre part, anarcho-syndicalistes, nous sommes tout disposés à débattre avec l'ensemble des composantes du mouvement ouvrier aulhentique. Mais il faut que ce soit un débat libre et sans tabou où chacun peut apporter sa pierre à l'édifice. Il nous semble par ailleurs que le cadre légitime d'un tel débat devrait être l'*Entente Internationale des Travailleurs*. La lutte des classes est dans une phase cruciale:

«Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!»

Christophe BITAUD

«L'ANARCHO-SYNDICALISTE»
19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°: 30 euros
Abonnement de soutien: 40 euros

Verser à: ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER
CCP : 9998 28D Nantes

19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé
Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste
Fondateur de publication: Alexandre HEBERT
Directeur: Christophe BITAUD